

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 08/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRTgaz

Immeuble Bora
6 rue Raoul Nording
92270 Bois-Colombes

Code AIOT : 0006515526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2024 dans l'établissement GRTgaz implanté au lieudit « La Vallée aux Ânes » à Beynes (78650). L'inspection a été annoncée le 09/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRTgaz
- Lieudit La Vallée aux ânes 78650 Beynes
- Code AIOT : 0006515526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations de compression situées à Beynes sont destinées à compenser les pertes de charge liées à l'écoulement du gaz dans les canalisations du réseau GRTgaz.

La station comprend deux turbocompresseurs absorbant une puissance de 12,3 MW et un réseau de canalisations associées. Ils sont chacun entraînés par une turbine à gaz dont la puissance thermique est

de 37 MW. Chaque ensemble turbocompresseur/turbine à gaz est piloté par un système de contrôle-commande propre implanté dans un bâtiment distinct de l'atelier de compression.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Détection des dangers	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 55 et 60	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Vérification des équipements de mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Tenue à jour du P.O.I.	Arrêté Préfectoral du 27/08/2013, article 7.6.6.	Demande d'action corrective	1 mois
6	Exercices P.O.I.	Arrêté Préfectoral du 27/08/2013, article 7.7.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/08/2013, articles 10.2.1., 10.2.2., 3.2.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Déclaration des résultats de la surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1er	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article L. 181-14	Sans objet
2	Suites données à l'incident du 19/08/2024	Code de l'environnement, article R. 512-69	Sans objet
7	Alimentation des turbines en gaz	Arrêté Préfectoral du 27/08/2013, article 8.1.4.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater lors du contrôle du 14/10/2024 que **l'état des installations en matière de prévention des risques est globalement satisfaisant**, la visite des installations n'ayant mis en évidence aucune anomalie manifeste.

Toutefois, l'inspection a rencontré **des difficultés à obtenir les réponses à certaines de ses questions**, comme en attestent les points de contrôle faisant l'objet de demande de justificatifs complémentaires à l'exploitant. Il est surprenant que des documents devant être tenus à disposition de l'inspection, tels que des rapports de vérification de barrières de sécurité ou des procédures internes relatives à la prévention du risque accidentel, ne puissent pas être présentés au cours d'un contrôle annoncé plus d'un mois auparavant à l'exploitant.

Le contrôle du 14/10/2024 a aussi permis d'échanger sur l'instruction en cours de la dernière version de l'étude de dangers de l'exploitant. L'inspection note que la constitution de la réponse à la demande de compléments du 16/09/2024 est bien avancée et devrait pouvoir être transmise à l'inspection prochainement.

Les échanges tenus ont permis d'identifier **plusieurs points sur lesquels il paraît nécessaire à l'inspection de proposer des prescriptions complémentaires**, notamment la consignation d'un dispositif expérimental de traitement de gaz, la gestion de la maintenance assistée par ordinateur ou l'organisation commune à la station de compression et aux installations voisines en matière de P.O.I., **en lien avec les dispositions annoncées par l'exploitant dans son étude de dangers**.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 181-14				
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative				
Prescriptions contrôlées :				
<p><u>Article L. 181-14 du code de l'environnement</u></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. [...]</p> <p><u>Article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27/08/2013 modifié par arrêté préfectoral du 09/08/2021</u></p>				
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	<p><u>Installation 1 :</u> 2 turbines à gaz (gaz naturel)</p> <p><u>Installation 2 :</u> 1 groupe électrogène (FOD) utilisé en secours de l'alimentation électrique et fonctionnement moins de 500 heures</p> <p><u>Installation 3(*) :</u> Torche fermée destinée au brûlage du gaz des garnitures du compresseur 1</p> <p>(*) Installation autorisée à titre expérimental pour une durée de 2 ans à compter de sa mise en service</p>	<p><u>Installation 1 :</u> Puissance thermique unitaire : 37 MW fonctionnant au gaz naturel Puissance totale de l'installation 1 : 74 MWth</p> <p><u>Installation 2 :</u> Puissance thermique unitaire : 3,2 MW Puissance totale de l'installation 2 : 3,2 MWth</p> <p><u>Installation 3 :</u> Puissance thermique unitaire : 0,36 MWth</p>
4718.2b	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	Quantité totale de gaz naturel ou assimilé susceptible d'être présente dans les canalisations de la station de compression y compris les appareils accessoires connectés (filtres, compresseur) à la pression maximale en service de l'ouvrage (70,4 bars)	Quantité totale : 23,8 tonnes
2925-1	NC	Accumulateurs (ateliers de charge) 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW (1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers	4 ateliers de charge distincts : - TGBT + CC station + PPI ayant une puissance totale de 7,3 kW - CC T-C-1 ayant une puissance totale de 12 kW - CC T-C-2 ayant une puissance totale de 12 kW - GE ayant une puissance totale de 82 W	Puissance totale : 32,12 kW

4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 : Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est inférieure à 50 tonnes	1 cuve enterrée double enveloppe de 8 m ³ contenant 8 tonnes d'effluents liquides 1 cuve enterrée double enveloppe de 20 m ³ contenant 20 tonnes d'égouttures	Quantité totale : 28 tonnes
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement : Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est inférieure à 50 tonnes	1 cuve enterrée double enveloppe de 20 m ³ contenant 17,6 tonnes de fioul domestiques (FOD pour le groupe électrogène)	Quantité totale : 17,6 tonnes

Constats :

L'exploitant indique à l'inspection lors du contrôle du 07/10/2024 que la plateforme expérimentale de traitement des rejets aux garnitures du TC1 (installation 3 dans le tableau ci-dessus) était utilisée depuis sa mise en service en décembre 2019 jusqu'à l'incident du 19/08/2024 (voir fiche de constat suivante), date après laquelle ce dispositif a été consigné.

L'inspection rappelle que cette installation était autorisée à titre expérimental pour une durée de 2 ans à compter de sa mise en service. L'exploitant indique qu'il a transmis, par courrier en date du 19/01/2022, un dossier de porter-à-connaissance visant à pérenniser ce système, sans que l'inspection ne réponde à cette demande. L'inspection rappelle toutefois que l'absence de réponse dans ce cas vaut rejet de la demande.

L'exploitant explique par la suite à l'inspection que ce dispositif de brûlage des gaz aux garnitures du TC1 ne sera pas remis en service et qu'il va être démantelé courant 2025 pour être à terme remplacé par un équipement alternatif, similaire à celui déjà en place sur la station de compression de Fontenay-Mauvoisin (également exploitée par GRTgaz, mais soumise au régime des canalisations de transports de matières dangereuses), qui réinjecte le gaz récupéré dans le réseau au lieu de le brûler. L'exploitant affirme qu'un dossier de porter-à-connaissance sera transmis à l'inspection concernant ce projet. Un rendez-vous est pris avec l'inspection pour une réunion de présentation du projet. L'inspection prendra acte de la consignation du dispositif existant par arrêté préfectoral à venir.

L'inspection rappelle par ailleurs à l'exploitant que la station de compression relève bien de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et non du régime de celle relative aux canalisations de transports de matières dangereuses, et qu'à ce titre la limite physique et donc administrative entre la station de compression et la grille d'interconnexion voisine doit être clairement identifiée (ce point a fait l'objet d'une demande de compléments lors de l'instruction de l'étude de dangers de l'exploitant). L'exploitant indique à l'inspection lors du contrôle du 14/10/2024 que cette limite se situe au niveau des robinets ESD du site (vannes de mise en sécurité ultime de la station de compression). L'inspection précise dans le présent rapport que l'étude de dangers de

l'exploitant doit donc prendre en compte la section de canalisation entre les robinets ESD de la station de compression et les limites de la grille d'interconnexion voisine comme un potentiel agresseur externe de la station de compression.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans observations.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Suites données à l'incident du 19/08/2024

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Suites données à l'incident du 19/08/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation [...] est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant déclare à l'inspection par courriel du 28/08/2024 la survenue d'un incident le 19/08/2024 :

« Je me permets de vous adresser ce courriel pour vous informer d'un incident qui s'est produit sur le site de GRTgaz compression de Beynes (78) le lundi 19 août. [...] »

L'incident s'est produit sur le récupérateur d'émissions aux garnitures pour brulage (bruleur des garnitures), installation annexe permettant le brulage du gaz émis aux garnitures réduisant ainsi l'impact sur les émissions à effet de serre de nos installations.

Lors de la remise en service du brûleur des garnitures du compresseur TC1, un dysfonctionnement des électrovannes a conduit à devoir les manipuler sur place. A la troisième tentative, une déflagration s'est produite avec un effet de souffle au niveau de la base de la cheminée qui a eu pour effet de pousser en arrière l'agent intervenant. [...] Il n'y a eu aucun endommagement de l'installation industrielle, le brûleur est toutefois resté consigné à l'arrêt en attendant l'analyse approfondie de l'évènement.

Une analyse détaillée est prévue le prochain 25 septembre pour analyser les causes de cet incident. »

Un premier rapport d'incident a été transmis à l'inspection par courriel du 06/09/2024 (fiche « BARPI »). L'inspection rappelle qu'un tel délai de transmission n'est pas acceptable. Par ailleurs, l'inspection n'a pas, avant le contrôle du 14/10/2024, reçu de l'exploitant les éléments issus de l'analyse détaillée prévue le 25/09/2024.

Au cours du contrôle du 14/10/2024, l'exploitant explique à l'inspection que l'effet de surpression survenu le 19/08/2024 a été causé par une accumulation anormale de gaz après la répétition trop rapide d'ordres marche/arrêt par l'opérateur en raison d'un dysfonctionnement du cycle de démarrage.

L'exploitant indique qu'aucune inflammation n'a eu lieu à l'extérieur du dispositif, et que celui-ci a été consigné après l'incident. L'inspection confirme lors de la visite de l'installation que la consignation du dispositif est bien en place et que l'installation est définitivement à l'arrêt.

L'inspection rappelle, à la suite de ces explications, que la mise à jour du rapport d'incident après l'analyse détaillée de l'incident menée par l'exploitant ne lui a pas été remise au jour du contrôle, et qu'elle doit lui être transmise dans les meilleurs délais.

L'exploitant transmet à l'inspection une seconde version du rapport d'incident le 31/10/2024.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Moyens de détection de gaz et d'incendie - EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55 et 60

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de détection de gaz et d'incendie - EDD

Prescriptions contrôlées :

Article 55 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié

L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. [...]

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]

Article 60 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié

L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...]

-le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ; [...]

-tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ; ces éléments peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données. Ils sont conservés sur le site durant 5 années au minimum.

Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'explosion et l'incendie dans un bâtiment turbocompresseur au niveau du capotage de la turbine sont des scénarios considérés dans l'analyse de l'exploitant dans son étude de dangers de 2022 (scénarios Ci-Bât-Exp, Ci-Cap-FF). Toutefois, ils ne sont pas retenus par l'exploitant dans la suite de son analyse car celui-ci juge que leurs conséquences sont limitées au site, voire au capotage de la turbine, du fait des mesures de prévention mises en œuvre et de leur caractère extrêmement improbable.

L'inspection interroge l'exploitant lors du contrôle du 14/10/2024 sur les moyens de détection de gaz ou d'incendie mis en place dans les bâtiments turbocompresseurs.

L'exploitant n'est en mesure de présenter la date de contrôle des détecteurs, ni le plan de leurs localisations ni la liste des moyens de détection mis en place.

Bien que l'étude de dangers de 2022 de l'exploitant fasse état de la présence de détecteurs de fumée par analyse optique dans les bâtiments turbocompresseurs, l'exploitant indique lors du contrôle que ce type de détecteur n'est finalement pas installé dans ces bâtiments, ce qui est en effet constaté par l'inspection lors de la visite des installations.

Par ailleurs, le nombre annoncé par l'exploitant de détecteurs de flamme ou de gaz dans ce bâtiment ne correspond pas à celui constaté par l'inspection sur place. L'inspection constate de plus que des sondes de température sont installées dans les bâtiments turbocompresseurs bien qu'elles ne soient

pas mentionnées dans l'étude de dangers de l'exploitant lorsque les barrières de sécurité contre le risque d'incendie dans ces bâtiments est évoqué.

Interrogé par l'inspection lors du contrôle, l'exploitant décrit les modalités d'entretien et de maintenance de ces moyens de détection de la façon suivante :

- les maintenances de ces moyens de détection sont planifiées et suivies via un système de gestion de maintenance assistée par ordinateur ;
- les détecteurs de gaz, de fumée et de flammes sont vérifiés par la société INEO tous les six mois ;
- ces détecteurs sont remplacés lorsqu'ils tombent en panne (indépendamment de leur durée de vie) ;
- les détecteurs de gaz sont calibrés à l'aide d'un gaz étalon en tant que de besoin (constat d'une dérive).

Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs demandés par l'inspection lors du contrôle (rapports de vérification, fiches techniques des détecteurs). Ces documents, ainsi que d'autres pièces qui n'ont pas été demandées lors du contrôle mais qui permettront à l'inspection de contrôler par sondage le respect des prescriptions susmentionnées a posteriori, sont demandés à l'exploitant en conclusion.

L'exploitant indique que le logiciel de GMAO a été changé récemment ce qui explique selon lui les difficultés à recouvrer les documents demandés par l'inspection. L'inspection rappelle qu'indépendamment du moyen employé pour la traçabilité des opérations de maintenance, les enregistrements correspondants doivent être tenus à sa disposition.

L'inspection proposera par arrêté préfectoral à venir de compléter les prescriptions applicables à l'exploitant en matière de gestion des enregistrements des opérations de maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'éléments justificatif (délai : 3 mois) :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments suivants :

- Liste et plan de localisation des détecteurs de gaz et de flamme ainsi que les sondes de température de la station de compression et notamment des 2 bâtiments TC ;
- Plan de maintenance des détecteurs des bâtiments turbocompresseurs ;
- Fiche technique du modèle de détecteur de flamme employé dans les bâtiments turbocompresseurs ;
- Justificatifs de vérification de bon fonctionnement des détecteurs suivants :
 - S4TS105 (sonde température TC1) ;
 - S4AS109 (détection gaz TC1) ;
 - S4BE106 (détection flamme TC1) ;
 - S4TS205 (sonde température TC2) ;
 - S4AS201 (détection gaz TC2) ;
 - S4BE204 (détection flamme TC2) ;
- Justificatif de vérification des systèmes d'extinction automatique en place dans les deux bâtiments turbocompresseur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Vérification des équipements de mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des équipements de mise en sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité [...]. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.
Constats : L'étude de dangers de l'exploitant précise qu'une détection gaz ou incendie dans un bâtiment turbocompresseur a pour conséquence une mise en sécurité dite « PSD0 », réalisée par l'automate de conduite, dont les actions sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- ouverture du robinet de protection anti-pompage machine,- isolement du compresseur par fermeture des vannes d'aspiration (vanne VA) et de refoulement (vanne VR) ;- mise à l'évent du gaz procédé de la machine par ouverture du robinet de sa ligne d'évent (vanne VE) sur constat de fermeture des robinets PSD (vannes VA et VR) ;- mise à l'évent du gaz carburant de la machine sur constat de coupure de la ligne gaz carburant. Si la mise en sécurité « PSD0 » est défaillante, une mise en sécurité ultime « ESD0 » est engagée par l'automate programmable de sécurité de la station notamment via l'isolement de l'atelier compression par fermeture des robinets ESD aspiration et refoulement (vannes VAA et VRA). L'inspection rappelle que les robinets ESD font partie du périmètre ICPE de la station de compression et qu'à ce titre ils relèvent de la réglementation applicable aux ICPE. Ils doivent, en particulier, faire l'objet de vérifications en tant que barrières de sécurité, et les résultats de ces vérifications doivent être tenus à la disposition de l'inspection. Interrogé par l'inspection lors du contrôle du 14/10/2024 sur les tests et vérifications de bon fonctionnement des équipements de mise en sécurité, notamment des vannes VA, VR, VAA et VRA susmentionnés, l'exploitant explique que toute la chaîne de sécurité est testée une fois par an, par une mise en sécurité ESD0 puis par des tests par sondage réalisés à l'aide d'une matrice d'échantillonnage. L'exploitant n'est cependant pas en mesure de présenter à l'inspection la procédure ou le mode opératoire formalisant les conditions et modalités de ces vérifications de bon fonctionnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande de justificatif à l'exploitant (délai : 3 mois) :</u> L'exploitant doit transmettre à l'inspection la procédure ou le mode opératoire formalisant les conditions et modalités de vérification du bon fonctionnement des équipements contribuant aux mises en sécurité « PSD0 » d'un turbocompresseur et « ESD0 » de la station de compression, ainsi que le document consignant les résultats de la dernière vérification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Tenue à jour du P.O.I.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2013, article 7.6.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Tenue à jour du P.O.I.
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. [...] L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. Cela inclut notamment : [...] - la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I. qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, - la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. [...]
Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un P.O.I. et que celui-ci a été mis à jour le 15/05/2024. Toutefois, l'inspection remarque que dans l'annuaire téléphonique, les deux numéros de téléphone de la DRIEAT renvoient vers un standard téléphonique ce qui n'est pas adapté à un contexte tel que le déclenchement d'un P.O.I. L'annuaire doit être mis à jour afin d'assurer que les numéros de téléphone listés soient joignables y compris hors heures ouvrées (astreinte préfecture). Cette remarque s'applique aussi pour l'annuaire téléphonique complet présent au poste de garde et vers lequel renvoie le P.O.I. Il est à noter que les numéros de téléphone du site de stockage Storengy voisin sont bien mentionnés dans le P.O.I.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande d'action corrective (délai : 1 mois) :</u> L'exploitant doit mettre à jour l'annuaire téléphonique du P.O.I. afin d'assurer que les numéros qui y sont listés soient joignables y compris hors heures ouvrée (astreinte préfecture), et vérifier la tenue à jour de l'ensemble des numéros téléphoniques des acteurs susceptibles d'être contactés en cas de déclenchement de P.O.I.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2013, article 7.7.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Exercices P.O.I.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. Ce document est élaboré en cohérence avec celui de la société STORENGY.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. Cela inclut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et ou des moyens d'intervention, - la formation du personnel intervenant, - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ; [...]
<p>Constats :</p> <p>À la demande de l'inspection lors du contrôle du 14/10/2024, l'exploitant présente le compte-rendu de son dernier exercice P.O.I. qui s'est tenu en juin 2024. L'exploitant indique avoir réalisé cet exercice avec l'appui de l'APAVE, pour la conception du scénario et la mise en œuvre de l'exercice. Une consultation par sondage de ce compte-rendu par l'inspection indique que des actions d'amélioration ont été identifiées, sans toutefois que l'exploitant puisse justifier de la mise en place effective de ces actions. Des précisions sont attendues sur ce point par l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique à l'inspection lors du contrôle que le dernier exercice conjoint avec STORENGY a eu lieu en 2019.</p> <p>L'inspection rappelle que l'étude de dangers de 2022 de l'exploitant prévoit, en application de la circulaire du 10 mai 2010 et du guide GESIP n° 2008/01 (v. 2019), d'exclure STORENGY des cibles vulnérables en cas d'accident majeur sur la base de plusieurs dispositions organisationnelles, dont la « tenue régulière d'un exercice POI commun ». L'exploitant explique lors du contrôle que les termes « tenue régulière » ne permettent pas de fixer une fréquence particulière.</p> <p>L'inspection rappelle qu'en l'absence de barrières de sécurité pouvant être considérées comme des mesures de maîtrise des risques au sens de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, le non-respect des règles méthodologiques permettant de ne pas comptabiliser le personnel des installations voisines dans l'évaluation des conséquences d'un accident rend inacceptable les scénarios accidentels majeurs analysés dans l'étude de dangers de l'exploitant selon sa matrice d'acceptabilité.</p> <p>L'inspection conclut donc à la nécessité, à ce stade, de renforcer les prescriptions applicables sur ce point par voie d'arrêté préfectoral à venir – en lien avec l'instruction de l'étude de dangers- afin de garantir le respect des dispositions organisationnelles que l'exploitant indique mettre en place dans son étude de dangers en la matière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande de justificatif à l'exploitant (délai : 1 mois) :</u></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des éléments justifiant de la mise en place effective des actions d'amélioration identifiées dans le compte-rendu de l'exercice P.O.I. réalisé en juin 2024.</p> <p>Dans le même délai, l'exploitant doit prendre contact avec STORENGY et fixer la date de réalisation d'un exercice commun, incluant le cas échéant la grille d'interconnexion voisine, sans attendre la prescription fixant la périodicité de tels exercices.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Alimentation des turbines en gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2013 modifié par arrêté préfectoral du 09/08/2021, article 8.1.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation des turbines en gaz
Prescription contrôlée : Sur le circuit d'alimentation de chaque turbocompresseur, doit être placé un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval de la ligne de détente du gaz. Il est parfaitement signalé [...] et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. [...]
Constats : L'inspection vérifie, lors du contrôle du 14/10/2024, par sondage pour le turbocompresseur 1, que le dispositif susmentionné est accessible, correctement repéré et signalé et qu'il comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sans observations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2013 modifié par arrêté préfectoral du 09/08/2021 par arrêté préfectoral du 09/08/2021, articles 10.2.1., 10.2.2., 3.2.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27/08/2013 modifié par arrêté préfectoral du 09/08/2021

Le programme d'autosurveillance des émissions atmosphériques comprend au minimum pour les turbines TC1 et TC2 :

TC1 et TC2 au gaz naturel	Type de suivi et périodicité
Débit	Mesure en continu ou Surveillance permanente par PEMS (*) après validation du Préfet
O ₂	Surveillance permanente par PEMS (*)
T°	Mesure en continu ou Surveillance permanente par PEMS (*) après validation du Préfet
P	Mesure en continu ou Surveillance permanente par PEMS (*) après validation du Préfet
H ₂ O vap	Mesure en continu ou Surveillance permanente par PEMS (*) après validation du Préfet
Nox en équivalent NO ₂	Surveillance permanente par PEMS (*) + étalonnage PEMS trimestriel + mesures annuelles par organisme agréé
CO	Surveillance permanente par PEMS (*) + étalonnage PEMS trimestriel + mesures annuelles par organisme agréé
Poussières	Mesures ponctuelles à la mise en service ou après chaque modification notablement + mesures ponctuelles semestrielles + mesures annuelles par organisme agréé
SO ₂	Estimation journalière basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation + mesures ponctuelles semestrielles + mesures annuelles par organisme agréé
COVNM	-
HAP	-
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	-
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	-
Plomb (Pb) et ses composés	-
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	-

(*) surveillance permanente par PEMS : surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées avec étalonnage des paramètres au moins trimestrielle

Article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27/08/2013 modifié par arrêté préfectoral du 09/08/2021

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés dans le tableau de l'article 10.21 par un laboratoire d'analyse agréé. S'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, le laboratoire d'analyse devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour ces analyses, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon ait été prélevé sous accréditation. [...]

Les mesures périodiques s'effectuent à la charge nominale de l'installation et au minimum technique, soit 50% de la charge nominale, après une période de stabilisation du régime de fonctionnement. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois.

Article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27/08/2013 modifié par arrêté préfectoral du 09/08/2021

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en oxygène précisée dans le tableau ci-dessous.

Les valeurs limites d'émission définies ci-dessous s'appliquent à chaque installation prise individuellement et, en règle générale, dès que l'appareil atteint 70 % de sa puissance, à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Si le fonctionnement normal d'un appareil comporte un ou plusieurs régimes stabilisés à moins de 70 % de sa puissance ou un régime variable, les valeurs limites d'émission définies ci-dessous, s'appliquent à ces différents régimes de fonctionnement.

Les valeurs limites d'émission s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.

Paramètres	Conduits 1 et 2 Turbines TC1 et TC2
Période de la moyenne	Journalière
Concentration en O ₂ de référence	15,00 %
	Concentration en mg/Nm ³
Poussières	/
SO ₂	10
NO _x en équivalent NO ₂	50
CO	50
	Flux en kg/h
Poussières	0,79
SO ₂	1,58

NO _x en équivalent NO ₂	7,89
CO	7,89
	Flux en t/an
Poussières	6,91
SO ₂	13,82
NO _x en équivalent NO ₂	69,08
CO	69,08

Composés	Valeur limite d'émission en mg/Nm ³ (moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 min au minimum et de huit heures au maximum)	Flux horaire
HAP	0,1	15,77 kg/h
COVNM	150	23,66 kg/h
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	Inf. à 10 g/h pour la somme
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)	Inf. à 50 g/h pour la somme
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb	Inf. à 100 g/h
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5	Inf. à 500 g/h pour la somme

En cas de dépassement des valeurs limites d'émission, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'identification des causes des dérives et les actions mises en œuvre afin de respecter les valeurs limites d'émission dans les meilleurs délais.

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection le dernier rapport de surveillance de ses émissions établi par un organisme extérieur (rapport établi par APAVE daté du 11/05/2023, prélèvement par APAVE et analyse par EUROFINs SAVERNE).

La consultation de ce rapport par l'inspection ne met pas en évidence de dépassement des valeurs limites fixées à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27/08/2013 modifié par arrêté préfectoral du 09/08/2021. Toutefois, le rapport doit être transmis à l'inspection pour qu'une analyse plus détaillée puisse en être faite.

Interrogé par l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les organismes ayant réalisé les prélèvements et/ou les analyses disposent des agréments ou accréditations mentionnés à l'article 10.2.2. de l'arrêté préfectoral du 27/08/2013 modifié par arrêté préfectoral du 09/08/2021 pour l'ensemble des paramètres mesurés. L'inspection rappelle que l'exploitant doit s'assurer que les

organismes auxquels il fait appel disposent de ces agréments ou accréditations.

Ce rapport indique par ailleurs qu'une unique mesure a été réalisée au lieu des trois prévues par l'article 10.2.2 précité, ce que l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer lors du contrôle. Le rapport doit être transmis à l'inspection pour qu'une analyse plus détaillée en soit faite.

En réponse à une question de l'inspection quant au suivi de la quantité de vapeur d'eau dans les émissions, l'exploitant indique que la mesure en continu n'est pas réalisée. Le cas échéant, une surveillance permanente par PEMS peut être mise en place mais l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer à l'inspection si ce type de surveillance est effective sur site

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demandes de justificatifs à l'exploitant (délai : 1 mois)

- 1) L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport de surveillance de ses émissions atmosphériques établi par APAVE et daté du 11/05/2023.
- 2) L'exploitant doit justifier que l'organisme extérieur auquel il fait appel pour la surveillance de ses émissions atmosphériques dispose de l'agrément ou de l'accréditation approprié pour le prélèvement et/ou l'analyse de chacun des polluants listés à l'article 10.2.1. de l'arrêté préfectoral du 27/08/2013 modifié par arrêté préfectoral du 09/08/2021.
- 3) L'exploitant doit apporter les éléments démontrant qu'une unique mesure au lieu des trois prévues par l'article 10.2.2. de l'arrêté préfectoral du 27/08/2013 modifié par arrêté préfectoral du 09/08/2021 est suffisamment représentative de ses émissions.
- 4) L'exploitant doit transmettre à l'inspection la justification de réalisation d'une mesure en continu ou de la mise en place d'une surveillance permanente par PEMS du paramètre « vapeur d'eau ». Si l'exploitant réalise une surveillance permanente de ce paramètre, le mode opératoire ou équivalent doit être transmis à l'inspection pour validation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Déclaration des résultats de la surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 ^{er}
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats de la surveillance des émissions
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Une consultation par l'inspection le 11/10/2024 de GIDAF, le site de télédéclaration susmentionné, montre l'absence de transmission sur ce site par l'exploitant des résultats de la surveillance de ses émissions. L'exploitant confirme à l'inspection lors du contrôle du 14/10/2024 que les résultats de son autosurveillance ne sont pas transmis sur GIDAF à ce jour mais il indique toutefois que ces résultats ont été transmis à l'inspection par courriel jusqu'à présent, et qu'il est prévu à terme de procéder à leur envoi sur GIDAF. L'inspection rappelle que la télédéclaration doit se faire sur ce site et non plus par courriel, en l'absence d'impossibilité technique notifiée par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande d'action corrective (délai : 2 mois) :</u> L'exploitant doit mettre en place une organisation lui permettant de déclarer les résultats de la surveillance des émissions via le site de télédéclaration GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois